



DECLARATION DE L'UDPCI

Depuis le 19 septembre 2002, date de l'éclatement de la crise militaro-politique que vit notre pays, l'UDPCI, fidèle à sa philosophie de paix et de dialogue, n'a ménagé aucun effort, n'a reculé devant aucun sacrifice pour participer de manière active et concrète, à tous les sommets, à toutes les réunions portant sur le retour de la paix dans notre cher pays, la Côte d'Ivoire.

Ainsi, de Lomé à Ouagadougou en passant par Marcoussis, Kléber, Accra et Pretoria, notre Parti a, partout où il a été invité ou associé, toujours mis en avant l'intérêt supérieur de la Nation à travers la cohésion sociale et la paix et ce, malgré le lourd tribut qu'il a payé dans cette crise.

C'est dans ce même élan de solidarité et de générosité, afin de respecter sa doctrine et sa philosophie Houphouëtistes que l'UDPCI a participé, le 18 Mai 2005 à Paris, en France, aux côtés du PDCI-RDA, du RDR et du MFA à la naissance de la plate forme des Houphouëtistes, le RHDP.

Il est bon de rappeler que le RHDP, dès sa naissance, a suscité beaucoup d'espoir au sein de la grande majorité de nos compatriotes qui ont vu en cette plate forme le répondant politique à même de faire échec à la dictature et à l'hégémonie du FPI et de ses affidés qui ont plongé notre pays dans une situation catastrophique et sans précédent.

Les objectifs de départ, clairement définis, s'articulaient autour de la prise du pouvoir d'Etat du RHDP par la voie des urnes, à travers des élections libres, ouvertes, transparentes et sécurisées, afin de mettre fin aux nombreuses souffrances des Ivoiriens et des Populations vivant en Côte d'Ivoire qui ploient, sous le régime de la refondation, dans une paupérisation et une clochardisation constantes, voire quotidiennes.

Les élections générales, qui devaient mettre fin, de manière durable et totale, à cette crise, tardent à être une réalité par la faute de Laurent GBAGBO et du FPI qui préfèrent user, à chaque étape du processus de sortie de crise, de roublardise et de



fuite en avant de sorte que nous sommes, à ce jour, à plus de sept (07) reports desdites élections sans compter les nombreuses résolutions de l'ONU et les différents accords qui n'ont jamais été respectés.

L'opposition Ivoirienne, réunie au sein du RHDP, fidèle à sa philosophie de paix, a toujours préféré les voies du dialogue et de consensus, acceptant parfois, et cela à maintes reprises, les humiliations et frustrations orchestrées par le camp présidentiel.

En Janvier 2010, alors que dans le cadre du processus électoral, l'on s'acheminait vers la fin de l'étape du contentieux, le FPI et ses affidés ont créé de toute pièce, après le sixième report du 29 novembre 2009, une autre crise qui a bloqué le processus allant jusqu'à la double dissolution de la Commission Electorale Indépendante (CEI) et du Gouvernement.

Cette situation avait amené les Ivoiriens, dans leur grande majorité et dans toutes les régions du pays, à l'appel du RHDP, à manifester pour dire non à l'imposture et à la dictature de Laurent GBAGBO.

Le pouvoir en place, incapable d'apporter des réponses justes et durables aux nombreuses préoccupations des Ivoiriens, a préféré comme lors des événements des 24, 25 et 26 mars 2004, user de la force et des armes à balles réelles faisant ainsi 14 tués, plus de 187 blessés et plus de 76 manifestants emprisonnés.

A la demande du Facilitateur, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, le RHDP qui pleurait ses morts et pansait les blessures de nombreux militants, a suspendu son mot d'ordre de manifester sur la base des acquis suivants :

1. La reprise du contentieux électoral quatre (04) jours après le départ du facilitateur, c'est-à-dire du 1^{er} au 21 mars 2010 ;
2. La distribution des cartes d'identité et des cartes d'électeur de fin mars au 15 avril 2010 ;
3. La fixation de la date du 1^{er} tour de l'élection présidentielle à fin Avril-début Mai 2010 ;
4. La libération immédiate de tous les détenus.



Jusqu'au 15 Avril 2010, aucun de ces points d'accords n'avaient connu de début d'exécution. Les tenants du pouvoir préférant, comme à leur habitude, user du dilatoire en soulevant à chaque fois d'autres motifs de blocage tel que le désarmement avant les élections, contrairement aux dispositions de l'Annexe 4 de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) qu'ils ont eux-mêmes signé.

Au demeurant, la nouvelle CEI mise en place au prix de mille sacrifices se complait dans l'organisation d'interminables séminaires, démontrant ainsi son incapacité à relancer le processus électoral qui est toujours à son point mort.

C'est devant ce blocage évident du processus électoral et pour arracher un chronogramme clair à Laurent GBAGBO et à ses affidés, afin de mettre fin aux nombreuses souffrances des Ivoiriens que sur initiative des Jeunes Houphouétistes, le RHDP a lancé l'idée d'une grande marche, sur toute l'étendue du territoire National pour le 15 Mai 2010.

Cette idée a eu le consentement et l'adhésion totale de la base sur toute l'étendue du territoire National, en témoignent les différents rapports de missions du RHDP aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du Pays.

A moins de quatre (04) jours du 15 Mai 2010, au moment où tous les militants du RHDP et l'ensemble des Ivoiriens, mobilisés, sont fin prêts pour la marche on enregistre des manœuvres visant à faire reporter sine die, les manifestations du 15 mai 2010, laissant les Ivoiriens dans le désespoir le plus total.

L'UDPCI, Parti de paix, de dialogue et de démocratie sait que les marches et autre sit-in sont des éléments de renforcement de la démocratie et de la liberté.

D'ailleurs, les tenants actuels du pouvoir avaient toujours battu le pavé sans condition et sans contrainte lorsqu'ils étaient hier dans l'opposition.

L'UDPCI, pour ne pas se rendre complice et comptable de la paupérisation grandissante et autres souffrances du peuple de Côte d'Ivoire qui ne sait plus à quelle étape du processus électoral l'on se trouve, qui ne voit rien poindre à l'horizon en terme de date du premier tour de la présidentielle, qui ne sait plus à quel moment il aura ses cartes d'identités et ses cartes d'électeurs et pour rester fidèle à sa ligne, à

UDPCI

Union pour la Démocratie et
pour la Paix en Côte d'Ivoire



ses engagements vis-à-vis du brave peuple de Côte d'Ivoire déplore l'attitude visant à ralentir l'élan des militants et des Ivoiriens qui ne veulent plus accepter d'être pris en otage par un pouvoir illégal et illégitime. En conséquence, l'UDPCI décide de ne pas participer au 3^e round des discussions sur la marche du 15 mai 2010 et ne signera donc pas de communiqué final relatif au report de cette marche.

L'UDPCI tient à présenter ses sincères excuses et regrets aux militants du RHDP et à l'ensemble des Ivoiriens qui ont cru au mot d'ordre du 15 Mai 2010 et qui se sont fortement mobilisés à cet effet. Elle entend donner une suite à l'annulation de cette mobilisation générale contre Laurent GBAGBO. A cet effet, le Bureau Politique va être convoqué dans les meilleurs délais.

L'UDPCI se tient aux côtés des braves populations de la Côte d'Ivoire et leur demande de ne pas désespérer. Elle les invite à rester mobilisées et prêtes à répondre aux prochains mots d'ordre afin d'arracher à Laurent GBAGBO des élections ouvertes à tous, libres, transparentes et sécurisées.

Fait à Abidjan, le 12 Mai 2010

**Pour l'UDPCI,
Le Président**

Docteur ALBERT TOIKEUSSE MABRI